

Chapitre III : LES THÉORIES GÉNÉRALES DU DÉVELOPPEMENT

Section I : LES DÉFINITIONS DU DÉVELOPPEMENT

§ 1- Définitions générales

En générale le mot développement, c'est une évolution vers un stade plus avancé, par exemple : le développement de la recherche scientifique.

§ 2-En économie

Le développement, c'est une branche de l'analyse économique s'intéressant aux facteurs explicatifs des phénomènes de sous-développement et de pauvreté.

§ 3-Développement durable

Le développement durable est un modèle de développement économique et social qui vise à assurer la pérennité du patrimoine naturel de la Terre, il est appelé en fait à répondre aux besoins du présent mais sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Les modes de production et de consommation doivent respecter l'environnement humain ou naturel et permettre à toutes les populations de satisfaire leurs besoins fondamentaux : se nourrir, se loger, se vêtir, s'instruire, travailler, vivre dans un environnement sain...

Le développement durable appelle ainsi un changement de comportement de chacun (citoyens, entreprises, collectivités territoriales, gouvernements, institutions internationales) face aux menaces qui pèsent sur les hommes et la planète (inégalités sociales, risques industriels et sanitaires, changements climatiques, perte de biodiversité...).

Section II : LES PRODUITS NATIONAUX BRUTS (PNB)

Le produit national brut ou le PNB est la somme de la valeur ajoutée intérieure et extérieure attribuable aux résidents. Il comprend non seulement le produit intérieur brut (production finale totale de biens et services des résidents et des non résidents), mais encore le revenu net des facteurs reçu par les résidents de l'étranger. La croissance et la structure du produit intérieur brut (PIB) permettent de préciser les modalités de cette réussite économique.

§ 1-Le produit par tête et ses problèmes

A- ÉVALUATION DU PNB ET DU PIB

Le PNB par tête est un indicateur du revenu qui permet une classification entre "**économies à bas revenu**" (moins de 730 \$ en valeur 1995), "**économies à revenu moyen**" (plus de 770 \$ et moins de 8210\$) avec deux tranches intermédiaires (inférieures et supérieures) autour de 3100 \$. Les pays à haut revenu ont un revenu supérieur à 9700 \$ et surtout atteignent un revenu moyen de 24 930\$.

Selon la notion du développement de Kuznets Simon, le PNB est toujours le principal indicateur malgré les critiques habituelles ayant trait à la distribution, la sous- estimation des services, la non prise en compte des activités non marchandes, la dégradation du capital écologique ou humain. Des critiques plus récentes montrent que l'augmentation du PNB peut diminuer le bien être, soit à court terme (en aggravant le sort des plus pauvres) ou à long terme en dégradant la qualité de l'environnement et plus généralement celle de la vie.

Le principal problème dans une économie ouverte tient à la prise en compte des prix (l'économie est fatalement price- taker). Comment calculer un PNB en dollars à partir des données en monnaie locale ? On propose alors, au moyen de la parité des pouvoirs d'achat (PPA) de corriger le PNB évalué au taux de change nominal par les prix et plus généralement par des facteurs de conversion.

B- LA PARITÉ DES POUVOIRS D'ACHATS

La parité des pouvoirs d'achats (PPA) équivaut au nombre d'unités d'une monnaie étrangère requises pour acheter les mêmes montants de marchandises et services sur un marché d'un pays donné qu'un dollar achèterait aux USA. La parité des pouvoirs d'achats PPA permet un premier reclassement qui favorise les USA (par définition), les nouvelles pays industrialisés (NPI) et un certain nombre de "petits" pays (Suisse, Belgique, Autriche, Luxembourg). Mais le calcul est déjà fluctuant et le calcul en PPA apporte quelquefois des surprises médiatiques, pouvant très bien faire apparaître la Chine ou la Russie dans les cinq premières "puissances" économiques mondiales.

§ 2- Au-delà de la production, comment indiquer le développement

Un certain nombre d'indices accompagnent normalement le développement: autosuffisance alimentaire, tertiarisation, urbanisation. Considéré plus négativement, le développement se traduit par une inégalité croissante et des charges récurrentes et financières de plus en plus lourdes.

Tous les indicateurs sociaux: démographie, fertilité, santé et nutrition, éducation, comparaisons par sexes vont dans le sens du développement. Sur le plan démographique, le lit du pauvre est toujours fécond. L'augmentation globale de la population correspond à une disponibilité alimentaire de plus en plus sécurisante. Globalement les disponibilités alimentaires globales par habitant augmentent et ainsi le développement devient un problème de **demande solvable** (Banque Mondiale) ou de **droits d'accès** (PNUD). Mais, dans les économies les plus pauvres, la production alimentaire par habitant diminue et l'aide alimentaire augmente de près de 60 % pour tous les pays à revenus faible et intermédiaire.

Le développement se manifeste par une phase préalable de fortes inégalités et des charges très lourdes. Les pays record pour l'inégalité (pourcentage de la richesse détenu par le décile supérieur de la population) se trouvent parmi les plus pauvres. Les pays développés répartissent mieux leur richesse, avec un taux situé entre 20 et 30 %. De façon générale, les NPI qui, par un développement accéléré, rejoignent les pays développés, affichent une très grande inégalité sociale, vérifiant la **loi de Kuznets**¹ selon laquelle « les inégalités augmentent avec le développement, avant de diminuer ».

Des charges budgétaires et financières de plus en plus lourdes ? Conformément à la **loi de Wagner (1892)**, le développement associe à **l'industrialisation** et à **l'urbanisation**, une augmentation fatale de la **pression budgétaire publique et para- publique**. La plupart des pays développés connaissent un ratio du revenu public et para public/ PNB de l'ordre de 30 % et plus. Ces pays développés connaissent des taux d'urbanisation élevés (78 % en

¹Kuznets, Simon (1901-1985), économiste et statisticien d'origine russe. En 1971, il reçut le prix Nobel des sciences économique. Ses travaux ont porté sur l'interprétation des cycles économiques sur la croissance à l'époque contemporaine et sur la notion de PNB.

moyenne) contre 54 % pour la tranche inférieure des pays à revenu intermédiaire et 28 % pour les pays les plus pauvres. Néanmoins, on peut être sous- développé, fortement urbanisé et subir cette loi.

Les indicateurs financiers soulignent l'hétérogénéité des pays sous-développés face à la dette. Le plus souvent les pays à forte capacité de développement ont la dette la plus lourde. Tels les poids lourds du développement qui cumulent entre 50 et 100 milliards de dollars de dette: Inde (92 milliards), Chine (83 milliards), Indonésie (89 milliards), Thaïlande (46 milliards), Turquie (67 milliards) avec les deux champions qui sont respectivement le Brésil (133 milliards) et le Mexique (118 milliards)¹.

L'idée que le sous- développement est lié mécaniquement à la "protection " de l'Etat n'est pas prouvée sauf à considérer la part du revenu de l'Etat dans le produit national. En matière de déficit, la France avec 3,8 % détient un des meilleurs scores des pays développés... qui contraste avec des déficits publics relativement faibles des PVD. Plus généralement la vieille thèse des particularités budgétaires du sous-développement (la "plaie" des impôts indirects, la protection effective des Etats, les déficits publics record et plus généralement la "politique du ventre») n'est pas confirmée par les indicateurs.

Section III : LE DÉVELOPPEMENT HUMAIN, A LA RECHERCHE D'UNE VISION SYNTHÉTIQUE

Le développement a une double dimension, il est **humain** et "**soutenable**": - L'homme est le point de vue prédominant, non seulement dans les objectifs, mais aussi dans la méthode. L' "Humain" ne se réduit pas à la construction d'un indice global et composite, mais implique une remise en cause d'une attitude purement macro- économique. Le "**développement soutenable**" traduit immédiatement "sustainable growth" et s'identifie à la préservation de l'environnement humain et physique. On lui préfère souvent l'expression de **développement durable**.

§ 1- L'Indice synthétique du développement humain (IDH).

- Mode de calcul: l'IDH est un indice normé.

¹ Source : www.ifen.fr/indicateur/indicateurs-de-developpement-durable.html

L'IDH, utilisé depuis 1990 par le PNUD, privilégie la longévité, le savoir, le niveau de vie. Conçu au départ comme la moyenne arithmétique des indicateurs de durée de vie, de niveau d'éducation, et de PIB réel corrigé par la PPA, il est actuellement calculé à partir de quatre variables de bases: **revenu, espérance de vie, alphabétisation des adultes, nombre moyen d'années d'étude**, en différenciant le primaire, le secondaire et le supérieur. Le développement a trait à la "possibilité" fondamentale (et non plus à la détention de biens matériels) d'intégration d'un ou plusieurs individus dans la société. Cette possibilité a trois composantes : mener une vie longue et saine, accéder à la connaissance et à l'information, enfin, bénéficier de ressources assurant un niveau de vie décent.

L'IDH comporte une valeur maximale et une valeur minimale pour chaque critère; ce qui permet d'exprimer la position de chaque pays entre 0 et 1. Ceci veut dire que l'IDH, normé, au départ sur le niveau du Japon, puis de la Suisse, l'est désormais par rapport aux valeurs maximales des variables retenues:

Espérance de vie à la naissance: **25- 85 ans**. - Alphabétisation des adultes : **0% - 100 %** - Taux de scolarisation: **0%- 100 %** - PIB réel par habitant (PPA): **100 \$ - 40 000 \$**. Le calcul de l'IDH soulève de nombreux problèmes de traitement, le principal étant le traitement du revenu au dessus du seuil de pauvreté, dont le rendement est décroissant par hypothèse. D'où l'utilisation du logarithme et d'un coefficient de pondération nul au revenu au dessus du seuil de pauvreté.

§ 2-Le développement idéaliste et les indicateurs synthétiques.

Tout le monde est concerné par le développement et le PNUD se fait le champion d'une solidarité au profit du développement. Réaffirmant les vieux projets, sur la taxation des transactions internationales en devises (Tobin¹, 1981) ou d'un fond mondial de démilitarisation (Oscar Arias², 1987), il donne une géométrie variable au développement humain. Selon les rapports, il insistera sur l'élargissement des libertés, la diminution du sexisme, le développement décentralisé. Pratiquement,

¹ **James Tobin** : économiste américain (1918-2002) prix Nobel en 1981 qui a traité des questions monétaire et financière. « **TAXE TOBIN** » : projet visant à taxer les opérations monétaires internationales avec l'espoir que les transactions purement spéculatives seront ainsi découragées.

² **Arias Sanchez, Oscar** (1941-), l'homme d'Etat costaricain, président du Costa-Rica (1986 -1990 ; 2006). En 1987, il crée la fondation Arias pour la Paix et le Progrès humain.

cette dimension humaniste amène le PNUD soit à tenter de nouveaux indices, soit à compléter la panoplie des indicateurs sociaux et environnementaux.

A- L'INDICATEUR SYNTHÉTIQUE DES LIBERTÉS POLITIQUES (ILP)

Au départ, le PNUD reprend le classement établi par Charles Humana au milieu des années 1980 pour le " World Human Rights Guide" à partir de 40 indicateurs mesurant la liberté, notés de façon binaire par 0 ou 1. Sur un maximum de 40 points, la Suède est en tête des pays développés "occidentaux" qui constituent (à quelques exceptions près) le groupe de "liberté humaine élevée" située de 31 à 38. En bas du tableau se retrouvent les pays de l'Est, l'Afrique du Sud avec un "zéro pointé" pour *l'Irak*.

En 1992, le PNUD calcule son propre indicateur à partir de cinq critères composites: **intégrité physique, primauté du droit, liberté d'expression, participation politique, égalité des chances en effectuant un classement prudent par zones de développement**. Soumis à des protestations et doutant de la fiabilité de ses sources, le rapport sur le développement humain abandonne ce critère en 1993.

B- L'INDICATEUR SEXOSPÉCIFIQUE DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN (ISDH)

A partir du rapport 1995, le PNUD se consacre à la mesure de l'inégalité sociologique entre les sexes, en utilisant d'autres indicateurs composites.

L'ISDH est normatif. Il revient à corriger pour 130 pays, l'IDH par des "pénalités" en fonction des écarts entre hommes et femmes constatés sur les principales composantes de l'IDH. Le principal problème réside dans l'estimation de la production et du revenu des femmes dans le cadre d'activités informelles et de tâches domestiques. Les principaux redressements IDSH/ IDH favorisent les pays nordiques (Suède, Finlande, Norvège, Danemark) et certains pays en voie de développement (La Barbade, Hong Kong, Les Bahamas, Singapour, l'Uruguay et la Thaïlande). Par contre, les pays arabes, producteurs de pétrole sont, cette fois, doublement pénalisés, à la fois en termes de développement humain et d'inégalité entre hommes et femmes ; quelques pays latino-américains comme l'Argentine, l'Espagne, le Costa Rica connaissent des problèmes similaires de "machisme".

L'IPF est "positif". Il se contente de constater la participation des femmes à la vie économique, politique et professionnelle. Il tient compte de la représentation parlementaire, de l'accès aux professions supérieures d'encadrement et de décision, de leurs parts dans le revenu du travail; bref de la part des femmes dans le pouvoir sur les ressources économiques, les débouchés professionnels et les possibilités de carrières.

§ 3-Un indice synthétique de bien être économique soutenable

La notion de "**développement soutenable**" a été introduite en 1987 par la commission mondiale sur l'environnement et le développement dans son rapport sur "**Our Common future**". Après que la banque mondiale lui ait consacré son rapport sur le développement de 1992, l'écologie sera sans doute l'un des principales entrées de l'IDH. Le rapport sur le développement humain tente de donner quelques indices sur l'environnement et la pollution mais ceux-ci restent épars dans les premières versions. Les problèmes du " développement soutenable" sont analysés dans le rapport annuel du **World Resources Institute des Nations Unies** sans pour autant fournir un indice synthétique. A ce titre, l'indice du développement économique soutenable (index of sustainable economic welfare, ISEW) de Herman Daly et John Cobb tente de mesurer le bien être économique à long terme en corrigeant l'indicateur de la consommation des ménages par des facteurs environnementaux et sociaux. Cet indice renforce le constat pessimiste sur la divergence entre la croissance économique et le bien être. Il permet de pénaliser les pays les plus destructeurs du cadre de vie. Par exemple, le Royaume Uni n'a pas augmenté son ISEW depuis 1950 malgré une augmentation du PNB de 200 %.

Les problèmes de développement soutenable s'inscrivent dans le cadre plus large de la détresse humaine qui accompagne les niveaux de développement les plus élevés. Les indicateurs du PNUD sont assez volatiles, mais tendent à montrer que l'amélioration matérielle du niveau de vie s'accompagne d'une détresse morale croissante, manifestée par la drogue, les suicides, les crimes. Autant que la détérioration de l'environnement, le "mal être " des pays développés amènerait à alourdir les pénalités sur l'IDH des pays "développés".

Section IV: INDICATEURS DU DÉVELOPPEMENT, DÉCRETÉS OU RÉVÉLÉS

Les indicateurs les plus utilisés traduisent la politique des experts dans les faits: en particulier le taux de change réel et la ligne de pauvreté. Mais ils procèdent à une conception du développement décrété et confondent les fins et les moyens du développement. Depuis 1990 se pose le problème de l'auto- développement, à savoir des stratégies développées par les agents économiques eux mêmes pour réagir à leur situation.

§1- Les difficultés des indicateurs normatifs: baromètre du développement et ligne de pauvreté

Le "baromètre du développement" et la "ligne de pauvreté" émanent d'une conception dualiste du développement fondée sur les oppositions entre échangeables/ non-échangeables et riches / pauvres. En pratique, ils sont considérés comme des indices prioritaires du développement (ou du sous-développement), or, ils ne sont que des moyens (controversés) du développement.

A- LE BAROMÈTRE DU DÉVELOPPEMENT

Le baromètre du développement représente l'indicateur central du développement économique, au point où il est d'usage d'évoquer des économies " à taux de change réel surévalué", au lieu de "sous-développées". Le développement évolue d'une économie de production principalement consacrée aux non-échangeables (au nom par exemple de l'import substitution) à une économie consacrée à la compétitivité internationale. Le principal problème (de nomenclature) revient à répartir les branches de production entre le secteur des échangeables (importables ou exportables), dont le prix est déterminé par le marché mondial; les importations et les biens intérieurs étant supposés parfaitement substituables. - le secteur des non-échangeables dont le prix est déterminé par l'offre et la demande sur le marché intérieur.

La "protection" effective par l'Etat du secteur des échangeables lui permet de capter le surplus et de le réaffecter à une consommation de non-échangeables, surévaluant ainsi le taux de change réel (RER) échangeables/ non-échangeables. Dans un tel mécanisme, l'économie nationale ne peut jamais profiter durablement des occasions de gain. Cette fatalité dite du "syndrome hollandais" (Corden, Neary) cible l'Etat comme responsable d'un "développement du sous- développement" dans le cadre d'une petite économie ouverte.

B- LE PROBLÈME DE LA "LIGNE DE PAUVRETÉ"

Une ligne de pauvreté permet de distinguer les "pauvres" des "non pauvres" à partir d'un critère normatif de revenu réel (par exemple, 31 \$ mensuels en PPA). Elle permet d'estimer la distribution des pauvres en dessous de cette ligne, entre "plus pauvres des pauvres" et "plus riches des pauvres", en tenant compte éventuellement des sentiments altruistes (sympathie ou aversion) engendrés par cette distribution. La ligne de pauvreté est au centre du développement humain; elle conditionne la redistribution des chances qui fonde le développement. Mais, la pauvreté révèle une situation instable de privation absolue ou relative. Elle est une contrainte sur la dotation en biens et services d'un agent économique et donc sur son comportement. Or, par définition, un agent économique n'est pas passif, il réagit à cette contrainte en utilisant, son environnement humain, par exemple, une communauté, des générations, des groupes sociaux ou des classes.

Les termes de cette relation entre l'agent économique et son environnement sont incertains. Ils dépendent de la nature de la contrainte, de la personnalité de l'agent, de la façon dont il est perçu par son environnement, etc. Pour simplifier, si l'individu possède un revenu individuel que la statistique peut, malgré de grandes difficultés, approcher, il détient potentiellement un "revenu social" (G. Becker, 1974) qui correspond à ce qu'il peut obtenir dans le temps de son environnement. Il peut notamment jouer sur ses relations pour bénéficier de transferts et utiliser son temps disponible pour imbriquer plusieurs activités. En général, les lignes de pauvreté sont floues et leur analyse entraîne des coûts statistiques considérables pour une efficacité très faible.

Un indicateur des politiques de développement conçues comme politiques "anti- pauvreté" donnerait des résultats médiocres: un dollar marginal d'aide aboutit à aider "le plus riche des pauvres" aux détriments du "**plus pauvre des riches**". Les difficultés d'établissement de la ligne de pauvreté ne sont pas propres aux économies sous développées et à une prétendue solidarité des pauvres.

§ 2- Le problème des besoins essentiels: des biens aux capacités.

Le développement a été longtemps conçu comme une meilleure satisfaction des besoins essentiels: calories, nutriments, santé, éducation, logement etc..... et

donc comme un système de redistribution matérielle. Mais qui définit ce choix ?
Quelle dotation matérielle ?

L'après guerre a fourni de nombreux indicateurs matériels en termes de protéines, de "seuils critiques" pour l'éducation, la santé, le logement. Souvent, en fonction des modes et des doctrines, les normes nutritionnelles, par exemple, la part de protéines d'origine animale dans l'alimentation, ont été revues à de multiples reprises.

Il est question dans la conception matérielle plus de "moyens " que de "fins". Le conseiller du PNUD, **Amartya Sen**¹ (1985) élargit le développement aux «**possibilités de vivre pleinement**», aux " **capacités**", à "**l'élargissement des choix qui s'offrent à chacun**". Il ne suffit pas d'être développé ou d'avoir un indicateur favorable sur les besoins essentiels, encore faut-il que les individus aient la capacité à en profiter, un droit "au" développement. Cette réflexion sur les finalités, déplace le problème du développement humain, des pays pauvres aux pays plus riches, en pénalisant les indicateurs au fur et à mesure du développement. Ainsi, en tant qu'indicateur de santé, l'espérance de vie suffit pour les pays à faible IDH, mais il faudra le compléter successivement par la mortalité des enfants de moins de 5 ans pour les pays à IDH moyen et la mortalité maternelle pour ceux à IDH élevé. Dans le domaine de l'éducation, l'alphabétisation des adultes suffit pour les pays à IDH faible, mais on lui ajoutera la scolarisation dans l'enseignement secondaire pour les pays à IDH moyen et en allant jusqu'à l'enseignement supérieur pour la tranche supérieure. Enfin, au titre du revenu, le logarithme du PIB par habitant jusqu'au seuil de pauvreté nationale suffira pour la tranche inférieure, on le complétera par l'incidence de la pauvreté pour la tranche intermédiaire et le revenu national moyen, corrigé par le coefficient de Gini pour les pays de la tranche supérieure.

L'influence de l'assurance sur l'activité économique peut s'analyser à deux niveaux : d'abord au niveau de l'unité économique de base (le ménage ou la firme), c'est-à-dire le niveau microéconomique ; ensuite, au niveau de l'activité économique dans son ensemble, c'est-à-dire le niveau macroéconomique.

¹ *Amartya Sen : Economiste Indien né en 1933, lauréat du prix Nobel d'économie en 1998. Il s'est fait connaître dans les années 1970 par ses travaux sur « bien-être et choix collectif », dans la lignée de Kenneth Arrow puis s'est penché dans les années 1980 sur les questions de pauvreté et de développement.*